

Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin et Guy Laforest, (dirs.), *Les frontières de l'identité. Modernité et postmodernité, au Québec*, Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, et Paris : L'Harmattan, 1996, 374 pages (broché).

Recenseur: Jean-François Tremblay
Département de science politique, Université Laval

Cet ouvrage collectif regroupe les conférences d'un colloque ayant eu lieu à l'automne 1993 au Musée de la Civilisation de Québec. Ce colloque portait sur l'identité québécoise et sa remise en cause dans la problématique actuelle et postmoderne de la surenchère identitaire et de l'individualisme «narcissique». Le livre est divisé en trois parties, qui traitent chacune d'un thème précis. La première porte sur le passage à la modernité de la société québécoise. La deuxième s'intéresse plus singulièrement au contexte international actuel. La dernière partie examine la question de l'identité en relation avec le concept de postmodernité.

Dans un texte introductif, Alain Touraine rappelle que la modernité a consacré « la dissociation du monde de l'individu et de la subjectivité et du monde de la société » (p. 12). Destructrice de l'ordre social ancien, elle a aussi proposé des projets rationnels de socialisation. Qu'ils soient marxistes ou libéraux, ces projets échoueraient aujourd'hui à concilier les acteurs et le système, les sujets et la société. C'est ce qui fait dire à l'auteur «que ce qui domine, ce qui définit le monde d'aujourd'hui, c'est la rupture, la dualisation» (p. 15). Pour Touraine, le défi actuel des sciences humaines est de réfléchir «sur les formes d'une recomposition du monde» (p. 16) qui, de façon cohérente, soit en mesure de «combiner la diversité des cultures et l'unité d'une référence à la rationalité sans laquelle il n'y a pas de résistance à la ségrégation, au racisme et à la guerre» (p. 18).

Dans la première partie, les auteurs optent en général pour une interprétation nuancée du passage de la société traditionnelle québécoise vers la modernité; ils s'inscrivent ainsi en porte à faux avec la version répandue qui veut que le Québec soit entré tardivement et abruptement dans la modernité, soit à partir de la révolution tranquille.

Pour Kenneth McRoberts, les données empiriques qui tendent à accréditer la thèse d'une entrée tardive du Québec dans la modernité négligent certaines facettes de la problématique. Selon lui, la modernité comme vision du monde était présente depuis déjà un bon moment. En fait, dès le début du XX^e siècle, on en retrouverait des traces importantes dans le discours de certains intellectuels canadiens français et dans la culture populaire. À cela s'ajoutent les interventions modernes du gouvernement Godbout à l'aube des années quarante et le rôle souvent progressiste du Clergé dans le domaine de l'éducation supérieure. Nicole Laurin effectue un peu le même travail en abordant l'implication des communautés religieuses dans la gestion du système de santé. Elle montre bien à quel point ces communautés ont contribué au développement de la médecine moderne au Québec. Pour Kenneth McRoberts, la thèse de la modernisation tardive aurait surtout des fondements idéologiques, qui visaient à favoriser la montée de la technocratie québécoise.

Dans son texte, André J. Bélanger affirme aussi que la particularité de la modernisation au Québec ne réside pas dans son apparition tardive. Elle proviendrait plutôt de son origine presque exclusivement «étrangère». La modernité québécoise est d'abord venue de l'extérieur ou a été imposée par les circonstances économiques et politiques. Pour cette raison, le Québec a longtemps continué à se définir socialement à partir des valeurs plus traditionnelles, comme la religion catholique. Le progrès et le développement ne devaient pas remettre en cause ce discours identitaire. En ce sens, l'apport de la révolution tranquille aura été de concrétiser l'acceptation plus générale des valeurs modernes. Bélanger rejoint en cela Gilles Gagné qui affirme que la révolution tranquille a tenté de mettre fin à ce qu'il nomme la dualité identitaire québécoise. Cette dualité serait née du fait que, à partir de la Constitution de 1867, le Québec fut au prise avec deux systèmes institutionnels distincts, d'un côté, le pouvoir religieux, de l'autre, celui de l'État. Toutefois, l'auteur ne croit pas que la révolution tranquille a réussi à mener à terme son projet moderne. Il resterait en quelque sorte inachevé. Le Québec aurait rattrapé les autres provinces par delà la modernité, c'est-à-dire dans une situation postmoderne de compétition entre particularismes, sans référence à une «synthèse identitaire» commune.

De leur côté, Jacques T. Godbout, Johanne Charbonneau et Vincent Lemieux examinent les modifications engendrées par la modernisation dans la structure familiale au Québec. S'intéressant aux dons entre parents, ils en viennent à la conclusion que la famille québécoise d'aujourd'hui s'est adaptée à la réalité moderne, sans pour autant avoir renié ses origines traditionnelles. À titre d'exemple, si la circulation de l'argent tend encore à respecter des critères traditionnels, les membres des familles parlent moins de leurs obligations familiales. Ils insistent beaucoup sur leur liberté d'agir.

Enfin, Daniel Salée ferme cette première partie de l'ouvrage en examinant la production identitaire québécoise à l'heure de la mondialisation. Il souligne que la mondialisation ne se traduit pas directement par un processus d'homogénéisation. Multipliant les rapports interculturels, elle favoriserait aussi la réaffirmation des identités nationales. Il en conclut que le discours identitaire québécois est aujourd'hui placé devant un important dilemme : ou bien il intègre les identités nouvelles qui s'affirment présentement, ou bien il se réfugie dans une tendance unitaire et rejette l'altérité.

Dans la seconde partie du livre, les auteurs concourent à affirmer que la globalisation économique et la prolifération des échanges internationaux s'accompagnent d'incertitudes politiques qui favorisent un retour au discours identitaire. Pour Jane Jenson, on est entré dans une période d'effritement des solidarités sociales antérieures qui oblige les citoyens à repenser les rapports sociaux. Refusant de parler en terme de postmodernité, l'auteure prétend que la crise actuelle n'est pas étrangère aux problèmes déjà vécus par les sociétés modernes. Encore une fois, ce sont les rapports entre démocratie et citoyenneté qui seraient au cœur des discussions. La modernité nous a habitués à percevoir l'État comme le jar-

dinier d'un espace nationalisé. En observant de près l'histoire canadienne d'après 1945, Jenson montre comment les rapports entre la démocratie et la citoyenneté ont évolué, comment s'est organisé ce qu'elle appelle «le jardinage». Pour elle, la controverse entourant les accords du Lac Meech et de Charlottetown reflète ce débat touchant «l'extension des droits démocratiques et ceux de la citoyenneté» (p. 141), ce qui pose la question de qui «a la légitimité d'organiser le jardinage aussi bien que la production» (ibid.).

Philip Resnick préfère aborder la situation actuelle sous l'angle des rapports entre nationalisme et démocratie, en défendant la thèse voulant que ces deux idées ne soient pas irréconciliables. Toute démocratie a besoin d'un appui collectif, d'un sens de la communauté pour s'affirmer en assurant sa légitimité. Cependant, et c'est le problème, les nationalismes ne favorisent pas toujours l'épanouissement de la démocratie. Pour cette raison, l'auteur privilégie un «sens de la nation» ouvert, capable de répondre aux exigences démocratiques (représentation) d'une reconnaissance des droits individuels et collectifs. Cette position se rapproche beaucoup de celle défendue par Louis Fontaine et Danielle Juteau, pour qui il existe trois modèles de construction de la nation, établis en fonction de la définition de la citoyenneté sur laquelle chaque modèle repose : le modèle ethnique (citoyenneté ancestrale), le modèle assimilationniste (égalitaire à la française) et le modèle pluraliste (multiculturel). Il semble que le discours sur l'identité canadienne française, et québécoise par la suite, a souvent éprouvé de la difficulté à sortir de sa tendance ethnique. Opposés au modèle ethnique, les auteurs favorisent une forme pluraliste de la construction de la nation qui serait en mesure de reconnaître l'existence d'une ethnie particulière.

Revenant sur les rapports entre démocratie et nationalisme, Jean-Yvon Thériault croit plutôt que les thèses qui cherchent à les assimiler ou à les opposer ont tendance à occulter la complexité du lien qui les unit dans la pratique sociale. S'appuyant sur un examen de l'articulation de ces deux concepts dans l'histoire du Québec, il affirme que la démocratie, qui dans sa matrice se conçoit à l'extérieur de la défense de tout référent identitaire, procède et se reproduit de façon différente dans la réalité. Loin d'avoir évincé le débat autour de l'identité, elle lui donnerait une dynamique toute particulière. En fait, placées dans le doute, les sociétés modernes, dont le Québec constitue un exemple probant, se questionneraient continuellement dans leur tentative de satisfaire, dans un tout cohérent, leur exigence identitaire et leur exigence démocratique.

Denise Helly et Nicolas Van Schendel s'interrogent sur les diverses tendances que peut adopter le discours identitaire québécois. Ils proposent une analyse d'entrevues, toutes réalisées en 1986 et 1987, «sur les enjeux de l'immigration avec des députés, ministres, fonctionnaires provinciaux, chefs de partis et chercheurs des secteurs public et universitaire» (p. 206). Les auteurs ont repéré quatre courants identitaires : le courant nationaliste, le courant ethno-nationaliste, le courant néo-libéral et celui qu'ils nomment État de droit plu-

raliste. Malgré les différences entre ces courants, les auteurs soulignent qu'un seul, soit le courant ethno-nationaliste, propose une interprétation ethnique et culturaliste de la problématique québécoise. Les autres courants, plus ouverts, parlent surtout de l'histoire «de rapports de pouvoir pouvant rallier des individus de toutes origines» (p. 217).

Dorval Brunelle n'affiche pas le même optimisme. Selon lui, il y aurait eu, au cours des dernières années, un glissement dans le discours identitaire québécois. La dynamique actuelle se caractériserait précisément par «la quête d'une identité profonde du Québécois d'un côté, la dépréciation de cette identité de l'autre» (p. 183). Selon l'auteur, les livres récents de Christian Dufour et William Johnson seraient représentatifs de cette double tendance plus «ontologique» que sociopolitique, comme c'était le cas depuis la révolution tranquille.

Enfin, pour mieux saisir la problématique actuelle, Roberto Miguelez propose une relecture des réflexions d'Hegel sur l'individualité, la particularité et l'universalité. Chez Hegel, c'est la dialectique entre l'État (producteur d'universalité) et l'individu qui permet de tracer les limites raisonnables du fonctionnement d'une société moderne. En d'autres termes, si «d'une part, l'individualité ou la particularité ne peuvent être reconnues que par l'universalité, d'autre part, c'est cette universalité qui garantit réellement l'existence de l'individualité et de la particularité» (p. 224). Pour Roberto Miguelez, la fin du XX^e siècle serait marquée par la présence des deux dérives possibles de l'individualisme proposées par Hegel. On observerait aujourd'hui un mouvement de va-et-vient entre l'affirmation d'un individualisme narcissique et le retour des particularismes ethniques ou religieux. Sur le plan étatique, cela s'observerait par la forte présence du néo-libéralisme d'un côté, et le retour des États particularistes (religieux, ethniques, ...) de l'autre.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, les auteurs s'interrogent sur les voies qu'ouvre le discours postmoderne à une meilleure compréhension de la situation québécoise. Pour Yvan Simonis, on n'aurait pas, d'entrée de jeu, accuser le postmodernisme de favoriser le chaos par l'éclatement ou la remise en cause des référents modernes habituels. En fait, l'auteur croit que la critique postmoderne a l'avantage de replacer l'humain au cœur de la praxis sociale. Elle favoriserait une conception de la société puisant son sens dans le «retour aux pratiques et aux responsabilités» (p. 241), aux institutions, telles que les anthropologues les conçoivent.

Parmi les autres textes présentés, plusieurs défendent le concept d'une société plurielle, où les discours identitaires seraient toujours objet de remises en question. Ellen Corin identifie deux réactions possibles des sociétés postmodernes devant la dérive des référents identitaires. La première, qui l'inquiète, consisterait à mettre fin à cette dérive par la mise en place d'un point d'ancrage pouvant redonner un ordre identitaire. La seconde, qui lui est inspirée notamment par le travail clinique de Kristeva, viserait plutôt à humaniser l'espace social postmoderne. Privilégiée par l'auteure, cette seconde réaction favoriserait un bricolage identitaire toujours provisoire et sujet à modifications.

En mettant en lumière les apports possibles de l'expérience féministe pour une meilleure compréhension des problèmes identitaires actuels, Diane Lamoureux en vient à des conclusions assez similaires. Dans une optique postmoderne, elle avance une conception de la pluralité qui surpasserait la dynamique de l'égalité et de la différence, par la reconnaissance du «sujet fragmenté», constamment en train de se redéfinir dans ses rapports avec les autres.

Pour Régine Robin, qui s'interroge sur la présence d'éléments traditionalistes (discours de la «souche») dans le discours identitaire québécois, la solution réside aussi dans l'affirmation d'une forme de pluralisme. Par le biais d'une réflexion sur la littérature québécoise, elle cherche les voies qui permettraient le dépassement des projets identitaires ethniques et culturels pour atteindre une véritable société plurielle, s'appuyant sur la discussion et le partage entre les cultures ou les appartenances.

De son côté, Bernard Arcand préfère ne pas traiter des délibérations québécoises actuelles sur l'identité en terme de passage vers la société postmoderne. Il dirige plutôt l'attention du lecteur sur deux thèmes principaux, le sexe et l'âge, qui font le plus l'objet de débats. Pour l'auteur, il est intéressant de constater que les discussions sur le genre et les générations, qui furent présentes dans toutes les sociétés anciennes, reprennent aujourd'hui une place prédominante. Comme si devant la complexité grandissante de la vie, on assistait à un retour vers des préoccupations plus élémentaires.

Enfin, Gilles Bibeau propose une ethnocritique littéraire de 10 romans québécois, dans le but de «dégager certaines caractéristiques de l'*homo quebecensis*» (p. 339). L'originalité de son approche tient au fait qu'en multipliant les points d'observation, elle permet la prise en compte d'ouvrages d'auteurs québécois de diverses origines et leur comparaison. En ce sens, elle refuse tout réductionnisme et favorise même l'analyse des tensions et des contradictions qui habitent la société québécoise d'hier et d'aujourd'hui.

Dans l'ensemble, le livre répond bien à ses objectifs. Il offre au lecteur une série de textes examinant plusieurs facettes de la question identitaire québécoise. Malgré l'hétérogénéité des points de vue, le livre dépasse le simple «collage» pour atteindre une certaine cohésion. Il faut dire que chaque partie bénéficie d'un texte introductif, rédigé par un des codirecteurs de l'ouvrage, qui aide à la mise en contexte et à l'unification des propos.

En revanche, comme beaucoup d'ouvrages collectifs, le livre souffre de quelques lacunes ou confusions sur le plan des définitions de concepts. Le cas de l'identité en est révélateur. Les auteurs insistent trop peu sur ses origines, son développement et ses particularités, notamment par rapport aux concepts de nationalisme et de culture. Là-dessus, on saluera la conclusion de l'ouvrage écrite par Charles Taylor, qui rassemble, dans un tout cohérent, une bonne partie des conclusions des auteurs.

Taylor propose une réflexion sur les contextes du discours identitaire. Dans l'ordre, trois contextes sont avancés. Un contexte psychologique où l'identité est, dans la foulée

des travaux d'Erikson, «l'horizon moral nous permettant de définir ce qui compte pour nous» (p. 351). Un deuxième contexte que l'auteur associe à la «révolution expressionniste, herdérienne, qui déplace l'horizon moral du registre du destin à celui de la négociation et de la lutte [avec les autres] pour la reconnaissance» (ibid.). Enfin, un troisième contexte où la question de l'identité concerne cette fois un acteur collectif, le peuple, le Volk. Pour Taylor, les processus individuel et collectif de l'identité «sont parallèles, mais en même temps entremêlés» (p. 352). Pour cette raison, l'État démocratique, dans sa quête toujours inachevée de définir son identité collective, doit savoir intégrer ces trois contextes du discours identitaire. Par conséquent, son projet identitaire doit pouvoir se définir ainsi: «un horizon moral, librement assumé par plusieurs, et donc ouvert à une perpétuelle redéfinition entre leurs mains, exigeant la reconnaissance des autres, et rassemblant les individus pour former un acteur commun» (p. 354). En ce sens, et c'est la mise en garde que nous adresse l'auteur, l'identité nationale ou collective ne peut pas se satisfaire des définitions simplistes et unitaires que lui donnent souvent les acteurs politiques.

John Whittier Treat (ed.), *Contemporary Japan and Popular Culture*, Honolulu: University of Hawaii Press, 1996, 317 pages (paper).

Reviewer: B.M. Young
University of Victoria

An expanded version of a symposium originally published in the summer 1993 edition of the *Journal of Japanese Studies*, this book brings together 10 articles by 10 individuals on selected aspects of contemporary culture that is in one way or another related to Japan. As one might expect, considering the range of meanings that can be assigned to the word "culture," and the varied interests of the contributors—they include three Japanese literature specialists, a cultural anthropologist, a cultural sociologist, a social anthropologist, a specialist in comparative literature, a musicologist, a professor of English and one whose discipline is not clearly specified—the results are diverse in both subject matter and approach. As the editor acknowledges in his Introduction, "The points of view . . . are not only various, they are often plainly incompatible with each other" (p. 2).

In the first essay, John G. Russell explores Japanese attitudes toward Black people, arguing that such attitudes largely parallel those held by White Westerners, and are in fact borrowed from them. He notes also that Blacks provide the Japanese with a convenient instrument in searching for their own racial identity, whether feeling solidarity with Blacks as fellow non-Whites, or elevating themselves by perceiving Blacks as inferior. Brian Moerman's article, focussing as it does on marketing a Japanese car in Britain and a European car in Japan, seems at first glance to have little to do with "popular" Japanese culture. Nevertheless, it is a thoughtful essay on